



PROCÈS-VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL **DU VENDREDI 22 SEPTEMBRE 2023**

Le Conseil Municipal de LE VAL, légalement convoqué le vendredi 15 septembre 2023, s'est réuni en Mairie, en séance ordinaire, le vendredi 22 septembre 2023 à 18 h 36 pour la préséance et à 18 h 52 pour l'ouverture de la séance, sous la présidence de Monsieur Jérémy GIULIANO, Maire.

À l'ouverture de la séance, le Conseil Municipal était ainsi composé :

Présents : MM. Jérémy **GIULIANO** - Alain **ALBERTI** - Colette **ALEXANDRE** - Anastasia **BRENGUIER** - Jeanne **CAVALLARO** - Gisèle **CONFORTI PERNEY** - Steve **COURDOUAN** - Jean **CULINATI** - Géraldine **DUDON** - Anaïs **DUFEUX** - Max **FABRE** - Patrick **FALANTIN** - Marie-Sylvie **GROVER** - Colette **LAIRE** - Julien **LASSAUQUE** - Christian **LEFEVRE** - Michel **MAUREL** - Luc **PERNEY** - Corinne **RINAUDO** - Georges **AYMONIN** - Josiane **VILAIN**.

Représentés : MM. Sophie **ARGOUARC'H** représentée par Colette **LAIRE** - Christian **BENTOUMI** représenté par Jérémy **GIULIANO** - Laurence **BERLEMONT** représentée par Julien **LASSAUQUE** - Franck **JAMAIN** représenté par Jean **CULINATI** - Olivier **BARALE** représenté par Georges **AYMONIN**.

Absents : M. Norbert **GIRAUD**.

Soit 21 présents, 5 absents ayant donné pouvoir, 1 absent, soit 26 votants.

M. le Maire.- Mesdames et Messieurs, bonsoir à tous. Nous allons commencer la préséance, comme nous en avons l'habitude. Cela permettra de faire un petit point, étant donné que nous ne nous sommes pas tous vus depuis un moment, avec l'été entre-temps. L'idée est de faire le point sur l'actualité communale depuis la dernière séance du Conseil municipal.

En premier lieu, le magazine municipal de la rentrée est arrivé aujourd'hui, et il est en cours de distribution. J'ai croisé cet après-midi le Valois qui a l'entreprise de distribution, et il est reparti. Cette édition du journal met à l'honneur le CCAS, au service des Valois, reprenant toutes les actions menées à l'échelle du CCAS, dont celles de l'écrivain public, celles menées par le service sur l'aide au logement, la Croix-Rouge sur l'aide alimentaire, le partenariat avec Potagers & Compagnie pour les légumes frais, ainsi que la présence d'UMANE, qui est une structure permettant d'offrir à tous, dans un esprit inclusif avec les personnes handicapées, des soirées contenant différentes animations musicales, théâtrales, etc. Les Cousardes et le Forum des associations sont également mis en lumière, et vous retrouverez également l'ensemble de l'agenda de septembre à novembre. Si vous voulez des informations, n'hésitez pas.

Cet été a certainement été festif pour beaucoup d'entre nous, mais il était surtout studieux, puisque les travaux du Conseil municipal n'ont pas cessé pendant tout l'été, notamment ceux autour du Plan Local d'Urbanisme. Je tiens à remercier la commission du PLU qui a travaillé d'arrache-pied, ayant su rester méthodique et présente tout au long de l'été, malgré les vacances des uns et des autres, avec une

rotation continue. Nous y travaillions encore cet après-midi. Une présentation a été faite à l'ensemble des élus du Conseil municipal pour commencer à reniveler les écarts de connaissances qui pouvaient exister entre le travail de la commission et l'ensemble du Conseil. Une réunion publique est prévue le 17 octobre. Une publication sera faite sur les réseaux sociaux, ainsi que sur l'affichage numérique, sur le site Internet, sur l'application, etc. Il est vraiment important d'avoir ce moment d'échange afin de pouvoir ensuite tenir compte des avis des uns et des autres pour l'arrêt du PLU. Je rappelle que l'arrêt est le moment où l'on pose les stylos, mais cela ne signifie pas que le PLU n'évolue pas par la suite, puisqu'il y a toute la phase d'enquête publique, de consultation avec les habitants, etc. Cette actualité nous occupera dans les mois à venir. Ce travail est le résultat de plus de 20 réunions de concertations ou publiques.

Par ailleurs, la rentrée des écoles s'est très bien passée, en musique. Les petits étaient contents, et les parents étaient heureux de trouver le chemin piétonnier, qui était demandé depuis l'année dernière. Nous l'avions promis pour la rentrée, et il a été fait, de manière fonctionnelle pour l'instant, puis il sera amélioré par la suite. En tout cas, pour avoir fait le point avec Colette LAIRE, cela tourne très bien, et les parents sont contents, puisqu'à présent, il est beaucoup plus simple de passer d'une école à une autre en empruntant le piétonnier. Je tiens à remercier les élus qui ont suivi le chantier, ainsi que les services techniques et les différentes entreprises qui sont intervenues. Un chantier est toujours un moment particulier, car cela ne va jamais exactement comme on le veut, mais dans l'ensemble, celui-ci s'est bien passé, malgré quelques petites surprises. Néanmoins, nous étions dans les temps, et cela a été bouclé. Il reste quelques détails à affiner au niveau de l'accès des portails et des interphones, puis nous serons opérationnels.

Si je remonte un peu plus dans le calendrier de l'été, la Foire à la saucisse a été un vrai succès et a bien fonctionné. Le bilan a été très positif pour les commerçants. On a constaté une plus grande présence le samedi après-midi par rapport aux autres années, ce qui montre un étalement de l'événement. Je rappelle tout de même que cette édition de la foire a été sauvée, puisque le Conseil avait voté une subvention supplémentaire par rapport à d'habitude, versant 10 000 € de plus, alors que la subvention habituelle est de 7000 €, et la Mairie a pris en charge la gestion du marché, ainsi que le repas du samedi soir qui a été réalisé par la cantine scolaire, avec un repas moins cher que le tarif habituel de la foire, l'idée étant d'avoir un événement un peu plus populaire et de permettre à tous les portefeuilles de venir manger à la foire. Une buvette était également proposée à cet endroit, et cela a bien fonctionné.

En termes de festivités de l'été, je propose à l'ensemble du Conseil que nous fassions un bilan de ce qui a fonctionné ou pas et de retravailler sur les formules afin de pouvoir proposer une programmation plus adaptée à l'actualité. En effet, en trois ans, on évolue, et il faut également adapter nos animations de l'été. Nous ferons donc un point au cours de l'automne afin d'étudier la manière dont nous développerons la nouvelle maquette pour les trois prochaines années.

Les travaux du foyer haut avancent bien. Ils ont très bien avancé cet été, avec un petit décalage de 15 jours sur les huisseries, si j'ai bien compris. Peut-être pouvez-vous nous en dire un mot, Max ou Luc.

(Intervention hors micro.)

La peinture a commencé ce matin. Nous sommes donc bons dans le délai. Hormis les 15 jours de glissement, c'est très raisonnable.

(Intervention hors micro.)

En tout cas, cela avance.

D'autre part, les travaux du chemin de Saint-Marc, au niveau du tennis, vont démarrer. J'ai vu que les piquets sont posés. Il faudra finir d'intégrer le poteau téléphonique, mais c'est le prochain chantier qui commencera comme il était prévu.

Ensuite, nous avons les travaux de conception du futur jardin de la médiathèque. Nous avons fait une première réunion publique avec les lecteurs de la médiathèque, qui était combinée avec une réunion avec des élus. Le but était de mesurer les ambiances et surtout d'identifier les points vraiment importants à trancher par la suite pour la création du lieu. Le paysagiste qui est en charge de nous accompagner nous fera des propositions dans les semaines à venir, avec plusieurs scénarii, puis nous pourrons en reparler ensemble. L'idée était de nous faire sortir de nos zones de confort afin que nous réagissions et que nous voyions ensuite la façon dont nous orienterons nos choix. Nous les présenterons à la médiathèque, ce qui permettra aux lecteurs ayant participé à la réunion et aux habitants de venir voir les différents éléments.

Un autre moment fort a marqué l'été au Val, à savoir que nous avons reçu le président de la Commission des pêches de l'Union Européenne [M. le Député européen Pierre KARLESKIND], qui est venu à l'occasion de l'inauguration du sentier sur l'eau et de la micro-pisciculture. Cet événement s'est développé en partenariat avec l'Association des Maires de France-Section du Var, en présence du président, Jean-Pierre VÉRAN, le maire de Cotignac. Cela a été une belle réussite. En tout cas, il y avait beaucoup de maires des environs, ainsi que de nombreux habitants. Maintenant, il faut continuer à poser les autres panneaux, puisque nous avons inauguré les deux premiers et qu'il en reste encore 11 à installer pour l'automne.

En parlant d'inauguration, nous en avons une à venir, qui est celle du point info-tourisme, là où nous avons créé l'Espace muséal en l'honneur du terroir. Ce dernier a reçu plus de 1 000 visiteurs dans l'été, pour une première ouverture en juillet, ce qui est très bien, puisqu'il vient juste d'être ouvert et que nous n'avons pas encore totalement communiqué sur ce nouveau lieu. Le réseau touristique n'est pas encore développé, mais tout un travail sera fait dans les années à venir. L'inauguration se fera en même temps que la fête de l'Olivier au Val, le 12 novembre prochain.

Sur le plan des commerces, en termes d'actualité, vous voyez que les travaux avancent pour l'installation de l'épicerie du relais des Mousquetaires qui se trouvera dans l'ancienne Poste. D'énormes travaux ont été réalisés à l'intérieur par le repreneur, Marcel PENELLA, et de gros travaux sont faits par l'atelier de menuiserie municipal. Je tiens à remercier les services techniques. Un très beau travail est effectué, et je suis très content, car cela donne vraiment une belle direction des devantures commerciales du centre village. Nous en avons déjà fait deux, et je tiens à remercier le menuisier de la commune pour cette troisième devanture qui est faite avec détail et intégration des éléments architecturaux, ce qui permet de valoriser le bâtiment et l'espace public.

Un salon de thé et pâtisserie ouvrira également. Les travaux sont en cours sur la place Gambetta, là où l'on trouvait l'ancien traiteur. Fred Traiteur a également ouvert dans l'été, proposant des plats à des prix très intéressants, et c'est très bon. Une boutique d'informatique a aussi ouvert cet été sur la place Gambetta, et nous la mettrons à l'honneur très prochainement.

D'autre part, nous avons parlé du dentiste qui s'est installé et, actuellement, nous travaillons avec un médecin pour trouver une solution qui nous permettrait de remédier à ce désert médical. Nous nous sommes également rapprochés de la commune de Bras – j'ai parlé au maire aujourd'hui – pour proposer nos deux candidatures conjointement afin d'accueillir des médecins à l'échelle du territoire. Ce travail conjoint nous permettrait d'être plus fort en s'alliant, plutôt que de chercher chacun dans son coin. Nous voudrions donc lancer ce partenariat.

Ce week-end, nous avons l'exposition « Le Val de place en place » au jardin des Gorguettes, qui a été installée le week-end dernier. Il y aura le spectacle de musique de Bamboo Orchestra, organisé par la médiathèque au jardin théâtre et, dimanche après-midi, le loto du CCAS au jardin théâtre également, dont le premier lot est un vélo femme électrique.

Par ailleurs, aujourd'hui, j'étais à l'Association des Maires de France à Solliès-Pont. Nous avons fait le point sur les actualités des communes et sur les difficultés rencontrées. Une nouvelle commission

« Eau » a été créée, dont je suis l'un des coprésidents. Une table ronde sera organisée lors de la journée de l'Association des Maires du Var, qui se tient toujours un peu avant le congrès national. Audrey vous fournira la date de cette journée à l'échelle du département, qui se déroulera à Draguignan, et le Congrès des maires aura lieu dans la semaine du 20 novembre à Paris. Si des élus souhaitent y venir, n'hésitez pas à me le faire savoir. L'idée est de tourner afin que chacun puisse découvrir le Congrès des maires, le salon qui l'accompagne et toutes les institutions. C'est vraiment un moment important et intense. Hormis l'assemblée générale des maires, vous avez tous les salons à découvrir, des tables rondes qui sont organisées et des conférences sur des sujets concernant les communes. On y parle autant de l'action de l'eau ou de l'environnement que des actions sociales, associatives ou économiques. C'est vraiment très diversifié, et toutes les délégations y trouveront leur compte.

Par ailleurs, avant d'attaquer la séance du Conseil, je voulais vous parler de deux éléments importants.

D'une part, un changement de la collecte est organisé par le SIVED. Vous avez dû remarquer que, dans certains endroits de la commune, les bacs en bois que nous avons installés pour cadrer les poubelles et éviter que les sangliers les retournent, ainsi que pour les embellir, sont en train d'être retirés un peu partout. Ceci est normal, puisque le SIVED a acté un changement de collecte, et de gros bacs seront installés. Il s'agit de colonnes avec des trappes dans lesquelles on jettera les poubelles en fonction du tri. Cela permet d'avoir une capacité plus importante, ainsi qu'une meilleure gestion de l'hygiène, et c'est plus pratique pour la collecte, puisqu'ils viennent vider la benne. En tout cas, c'est le choix retenu par le SIVED. Nous retirons donc ces éléments afin d'accueillir les nouveaux. Évidemment, étant donné que ce sont de grosses colonnes, nous ne pourrions pas laisser les points à l'endroit où ils se trouvent actuellement. Ils seront donc redéployés tout autour du village, pour ce qui concerne le quartier du centre-village. En revanche, les autres poubelles semi-collectives, qui sont dans les quartiers où l'on ne peut pas faire du porte-à-porte, restent telles qu'elles sont et seront ainsi aménagées avec des barrières en bois pour les cadrer et éviter que les sangliers les retournent, cela sera plus joli par la même occasion.

D'autre part, je voudrais faire un petit focus sur l'un des projets qui est travaillé à l'échelle du PLU, pour lequel nous avons voté un partenariat avec le lycée agricole de la Provence Verte de Saint Maximin. Je vous informe que nous avançons bien dans la projection de l'installation du lycée agricole sur la commune du Val, avec des activités et ateliers qui seraient connexes. En effet, pour ceux qui connaissent ce lycée, non seulement il enseigne, mais il a également vocation à déployer une économie rurale tout autour et à développer des activités, permettant aux étudiants de les tester, que ce soit sur de la transformation alimentaire, sur de la découpe lorsqu'il y a un élevage, sur du nettoyage de légumes, etc. Ce pôle développé sur Le Val serait plutôt dédié à l'entretien des machines, avec un atelier paysan, mais également à la transformation alimentaire et à l'élevage. C'est ce que nous souhaiterions développer sur la commune, et cela ferait un écho avec le projet de halle des producteurs sur la coopérative. Néanmoins, pour ce faire, il faut que nous ayons une vision globale de tous les éléments.

Enfin, je voudrais terminer cette introduction en vous remerciant tous de l'attention que vous avez portée à mon égard lors du décès de mon papa. Je voulais vous remercier de tous les mots, de ce que vous avez dit, des petits regards ou des messages. Je sais qu'une quête avait été faite pour acheter une gerbe à l'occasion des obsèques, à laquelle le personnel avait également participé. Étant donné qu'elle a été très importante, allant au-delà du prix de la gerbe, je vous informe qu'avec mon frère, nous avons décidé d'attribuer cette somme d'argent à la Ligue contre le cancer, pour la recherche. Je vous remercie encore infiniment de cette attention qui nous a beaucoup touchés.

À présent, je propose d'ouvrir la séance du Conseil municipal.

(Monsieur le Maire procède à l'appel nominal.)

Le quorum est atteint.

J'ai une information pour les élus qui ont été nommés dans le cadre du renouvellement de la Commission les élections, dont Monsieur le Préfet nomme les personnes. Nous avons proposé une liste d'élus, et ceux retenus par Monsieur le Préfet sont Madame Gisèle CONFORTI-PERNEY, Madame Anaïs DUFEUX, Monsieur Jean CULINATI, Madame Josiane VILAIN et Monsieur Georges AYMOUNIN. Le maire n'ayant pas le droit de siéger ni de parler, je n'y vais pas et vous laisse donc travailler.

Si tout le monde est d'accord, je propose de désigner Madame Gisèle CONFORTI-PERNEY en tant que secrétaire de séance pour ce soir. Je vous remercie.

ADMINISTRATION GENERALE

1 – Délibération n° 2023-047 Approbation du procès-verbal du Conseil Municipal du 26 mai 2023

M. le Maire.- Si vous n'avez pas de question sur ce procès-verbal, je vous propose de le soumettre au vote.

(Approuvée à l'unanimité.)

2 – Délibération n° 2023-048 Adoption des Rapports Annuels du Délégué (RAD) des services publics « Eau potable » et « Assainissement collectif » pour l'année 2022

M. LASSAUQUE.- Comme tous les ans, nous devons adopter les rapports annuels du délégué qui nous sont fournis par Suez pour rendre compte de leur gestion des services d'eau potable et d'assainissement sur l'année précédente, en l'occurrence 2022.

Les rapports étaient disponibles et consultables en Mairie, nous vous avons fait transmettre, avec la convocation, simplement les chiffres clés pour que vous ayez une idée, notamment en ce qui concerne le prix de l'eau, qui est une question pouvant souvent être posée. Vous avez donc les éléments.

Sur la base de la facture à 120 m³, qui est l'élément de référence pour évaluer le prix de l'eau, nous sommes à 1,90 € du mètre cube pour l'eau potable et à 2,60 € pour l'assainissement, ce qui nous fait un litre d'eau à 4,50 €, eau et assainissement compris.

Parmi les éléments principaux, il faut également noter que nous sommes à peu près stables sur les volumes prélevés dans notre unique point de prélèvement, pour l'instant, qui était la source des Treize Raïs, mais depuis la mise en service du forage Notre Dame, on alternera les prélèvements sur la source et sur le nouveau forage de façon à ce que tous les ouvrages soient opérationnels en permanence. On prélève environ 450 000 m³ par an sur la nappe.

Néanmoins, il faut avoir un petit point de vigilance sur une dégradation du rendement du réseau d'eau potable. Actuellement, il est de 71 %, ce qui signifie que tout de même 29 % de l'eau que l'on met en distribution est perdu dans les tuyaux. Cela reste au-dessus du rendement cible du Grenelle de l'environnement, qui nous permet d'avoir la subvention de l'Agence de l'eau et qui est à 69 % pour nous – cela dépend des strates –, mais avec 71 %, la marge est faible. Nous devons donc vraiment faire attention à nos réseaux. Nous sommes défavorisés par la nature argileuse des sols, car avec les mouvements de gonflement et de rétraction, les branchements et les tuyaux cassent régulièrement, causant une perte d'eau. Un gros travail doit être fait, et nous devons avoir cette préoccupation, mais le délégué s'en occupe.

M. le Maire.- Il faut également dire que nous étions conscients de cette valeur depuis quelques années, et c'est la raison pour laquelle nous avons voté le lancement du schéma directeur sur l'eau, qui est en

cours. Tant que nous n'avons pas ce schéma directeur, nous ne pouvons pas savoir les endroits où nous devons prioriser les travaux. Nous attendons donc d'avoir ces éléments pour pouvoir ensuite passer immédiatement en phase opérationnelle sur les 10 prochaines années pour améliorer notamment ce rendement et d'autres éléments.

M. LASSAUQUE.- D'autre part, si l'on veut rentrer dans les détails, au Val, nous sommes pénalisés par la façon dont le réseau est construit. En effet, afin de pouvoir renvoyer l'eau en haut de la route de Barjols, jusqu'en haut des Machottes et au bout de la route de Bras, on est obligé d'avoir une pression de service très élevée dans le réseau. On est autour de 10 bars à certains endroits du réseau, ce qui est vraiment très important. De ce fait, à la moindre petite fuite, d'énormes volumes sont perdus. En effet, plus on augmente la pression dans le réseau, plus les fuites laissent passer de l'eau.

Il faut donc vraiment avoir une réflexion sur l'urbanisation future, ce que nous faisons en travaillant sur le PLU, et sur la pression que nous pouvons décemment fournir aux abonnés en bout de réseau.

M. le Maire.- Nous avons déjà installé des compteurs intermédiaires afin de pouvoir couper et mieux déceler les fuites.

M. LASSAUQUE.- Les réflexion globale sur les économies d'eau devrait nous inciter également à réfléchir sur la façon dont on utilise l'eau tout au bout du réseau.

Cette précision étant faite, les esprits les plus observateurs auront remarqué une petite erreur de valeur sur les éléments transmis. Par conséquent, si vous vous amusez à recalculer tous les pourcentages de variation sur la fiche qui vous a été donnée, un chiffre ne sera pas cohérent. Une personne m'a fait remarquer cette petite erreur, et je la félicite pour sa perspicacité. C'est bien la preuve que les documents transmis avec de la convocation du Conseil municipal sont lus !

Ainsi, il est demandé à l'assemblée délibérante d'approuver le rapport annuel du délégataire pour le service public d'eau potable pour l'année 2022 et d'approuver le rapport annuel du délégataire pour le service public de l'assainissement collectif pour l'année 2022.

M. le Maire.- Merci, Monsieur LASSAUQUE. S'il n'y a pas de question, nous passons au vote.

(Approuvée à l'unanimité.)

3 – Délibération n° 2023-049 Motion sur l'extension du Canal de Provence

M. le Maire.- Nous restons dans la thématique de l'eau.

En 2022, le Conseil d'administration de la Société du Canal de Provence a voté un projet d'investissement d'un peu plus de 400 M€ pour préparer les Bouches-du-Rhône et le Var au défi climatique. Sur cette enveloppe, 250 M€ sont destinés, d'ici 2027, à l'extension du réseau, sachant que nous sommes dans un secteur défavorisé, puisque le canal venait jusqu'au niveau du secteur de la Sainte-Baume, puis passait sous la Sainte-Baume pour aller dans l'aire toulonnaise, et toute extension de ce côté-là s'est vue largement décaler dans le temps.

Aujourd'hui, il existe une ramification qui passe par Brignoles, et on rencontre de gros problèmes dans le secteur que l'on appelle « le triangle de la soif », regroupant Carcès, Cotignac et Montfort, qui ont d'importants soucis à ce niveau pour l'agriculture. Un projet consiste donc à faire passer le canal pour rejoindre ces communes.

N'étant pas très loin, nous pourrions être sur le chemin. Nous avons donc négocié avec le Canal de Provence afin que le canal passe par Le Val et pas une autre commune pour rejoindre ce secteur.

L'idée est donc d'adopter une motion pour exprimer notre soutien total à ce projet d'extension du Canal de Provence qui relie ce nouveau secteur de Brignoles aux trois communes en passant par Le

Val et pour affirmer le développement du canal sur le territoire communal afin de sécuriser la ressource en eau pour la population et les productions agricoles.

L'objectif est d'avoir le canal de Provence sur la commune du Val pour en faire bénéficier les agriculteurs, mais également, de notre côté, de prendre l'engagement de le raccorder sur le réseau d'eau potable et de pouvoir l'utiliser en cas de besoin, ce qui nous permettrait de diversifier la ressource. En effet, nous avons un premier forage principal et un forage de secours, et nous aurions ensuite la possibilité d'utiliser le canal. Évidemment, cela a un coût, puisque l'eau livrée doit être potabilisée. Elle est vendue beaucoup plus cher que ce que coûte la production d'eau potable que nous avons sur Le Val, mais je pense que c'est tout de même un confort que nous devons avoir aujourd'hui, et il est nécessaire de prévoir les décennies à venir quand on voit les évolutions, sachant que notre PLU tient également compte de ces phénomènes en voulant maîtriser la démographie sur la commune et en considérant l'élément « eau » comme étant un paramètre principal sur le développement du Val.

Avez-vous des questions sur cette motion ?

Mme BRENGUIER.- À ce stade de la candidature, nous n'avons aucun moyen de savoir par où il pourrait passer au Val.

M. le Maire.- Non. Pour l'instant, nous savons grossièrement par où il passera, puisque nous savons que l'unité de renvoi au niveau de l'agglomération serait Brignoles, au rond-point de Ribeïrou. Il devra donc monter par là et rejoindre ensuite les différentes communes. Une fois que la canalisation principale passe, les ramifications peuvent se faire sur l'ensemble du territoire.

Pour l'instant, nous n'avons pas d'idée arrêtée. En l'occurrence, le fait de voter une motion est surtout un acte politique, consistant à bien valider notre volonté que cela passe au Val pour que le Canal de Provence aille également plus loin dans ses réflexions.

Ce sera certainement souterrain. Ensuite, il faudra prévoir des ouvrages, tels que des bassins de rétention, etc. Cela devra être vu après à l'échelle des servitudes.

C'est un peu la même mécanique que pour la motion de soutien que nous avons passée pour le lycée agricole. C'est une façon de montrer l'engagement du Conseil, qui est favorable à ce passage, lequel sera également une contrainte, puisqu'il faudra passer sur des propriétés et prévoir des servitudes. Il faut en avoir conscience, mais en même temps, il s'agit de la distribution de l'eau pour notre territoire, à savoir notre commune et les autres. Selon moi, c'est vraiment un projet majeur pour l'avenir du secteur, quand on voit l'état des nappes et leur évolution. Cela permettrait donc de soulager une pression sur les nappes à un certain moment de l'année.

M. COURDOUAN.- Plus tard, si cela se fait, qui gèrera le droit d'accès à l'eau ?

M. le Maire.- Aujourd'hui, la compétence est à l'Agglomération, avec un contrat de délégation, lequel est voué à disparaître à partir de 2026, normalement, si la loi ne change pas. Par conséquent, je pense qu'il faut faire les négociations avant, ce qui signifie que nous aurons d'autres motions à passer pour nous engager. En premier lieu, le fait d'affirmer que nous voulons que cela passe ici est un moment fort. D'autre part, le tracé doit arriver maintenant, puisque nous sommes en train de travailler sur le PLU. Nous avons consulté le Canal de Provence, et ils n'étaient pas encore en mesure de nous fournir le tracé exact. Nous leur avons dit que le PLU sera voté définitivement dans les six mois à venir et que s'il faut mettre des servitudes en place, nous pouvons le faire maintenant. J'ai échangé avec eux, et ils sont donc en train d'y travailler.

Une fois que nous avons un arrêté du passage, nous pouvons très bien, en tant que commune, à travers la compétence Agglomération, nous engager à nous raccorder. Après, le fait de se raccorder ne signifie pas d'ouvrir les vannes, mais de s'engager à consommer l'eau pendant une semaine ou deux par an, parce qu'il faut faire tourner les systèmes, comme ils me l'ont expliqué – nous en parlerons peut-être plus tard.

Une fois que nous serons engagés et que nous aurons signé quelque chose, même si nous ne serons plus aptes à le négocier par la suite, il faudra honorer cet engagement.

S'il n'y a pas d'autre question, nous passons au vote.

(Approuvée à l'unanimité.)

4 – Délibération n° 2023-50 Motion de soutien – Projet Ambohimangakely porté par Hydraulique Sans Frontières

M. le Maire.- Ce projet est surtout lié à un soutien de solidarité internationale. Avant d'en parler et de délibérer, je suspends la séance, tel que la loi l'impose lorsque l'on fait parler des personnes extérieures au Conseil municipal.

(Monsieur le Maire lève la séance du Conseil municipal à 19 h 07.)

Messieurs Alain MOUTTET et Jean-Pierre ANDRE présentent le projet Ambohimangakely porté par Hydraulique Sans Frontières.

Réouverture de la séance du Conseil municipal à 19 h 33.)

Merci pour votre présence et votre présentation.

Pour rappel, la commune du Val est déjà insérée dans cette action de solidarité internationale, puisqu'une élève ingénieure de Côte d'Ivoire a effectué son stage auprès de l'entreprise CES. D'ailleurs, elle était même venue participer à des ateliers « permis de végétaliser » sur la commune du Val et, en parlant avec elle, nous avons bien compris que nous n'avions pas les mêmes préoccupations dans nos communautés respectives. Elle a ainsi participé à l'équipement et la mise en service du forage Notre Dame. Cette opération a constitué son rapport de soutenance pour l'obtention d'un Bachelor Technologique auprès de l'Institut International d'Ingénierie 2iE de Ouagadougou. C'est une coopération inspirante avec l'Afrique. Je trouve qu'il est vraiment très bien qu'elle ait pu voir la manière dont cela se passe ici et puisse inspirer le modèle technologique en Afrique en l'adaptant.

La commune du Val souhaite à présent apporter sa contribution à un projet d'alimentation en eau potable de la commune d'Ambohimangakely, à Madagascar. L'opération visée consiste à un inventaire précis des ressources en eau et des besoins, afin de mettre en place un programme de travaux et de pouvoir entretenir les installations par la suite.

La Loi Oudin-Santini permet aux communes et aux EPCI de financer, sur les budgets Eau et Assainissement, des opérations de solidarité internationale dans ces domaines. En outre, l'Agence de l'eau peut également soutenir de tels projets, dès lors qu'une commune ou un EPCI s'engage à hauteur de 5 % de l'enveloppe du projet. C'est la raison pour laquelle il est proposé 5 %. C'est la clef pour pouvoir démarrer le tout.

Ainsi, la commune du Val souhaite dédier une partie de son budget Eau, géré par la Communauté d'Agglomération Provence Verte, au soutien du projet Ambohimangakely. Il s'agit d'un engagement d'autant plus important compte tenu des conséquences du dérèglement climatique et de la volonté que chacun puisse habiter là où il est né et garder sa culture.

L'enveloppe du projet s'élève à 90 880 €, et les 5 % correspondent à un montant de 4 544 €.

Il est donc demandé au Conseil Municipal d'exprimer un soutien à ce projet et d'autoriser Monsieur le Maire à demander à la Communauté d'Agglomération Provence Verte d'inscrire, sur le budget Eau de la commune, la somme de 4 544 € sur la ligne budgétaire appropriée.

S'il n'y a pas de question, nous passons au vote.

(Approuvée à l'unanimité.)

5 - Délibération n° 2023-051 Transfert de compétences / Modification des statuts SYMIELECVAR

M. PERNEY.- Par délibération en date du 30 mars 2023, la commune de Gassin a acté les transferts de compétence n° 1 « Équipement de réseaux d'éclairage public » et n° 8 « Maintenance de l'éclairage public » au profit du SYMIELECVAR.

Le Comité Syndical du SYMIELECVAR a délibéré favorablement :

- Le 5 avril 2023 pour approuver les nouveaux statuts du Syndicat, actant la création de la compétence optionnelle n° 10 « Développement des Énergies Renouvelables » ;
- Le 8 juin 2023 pour approuver le transfert des compétences de la commune de Gassin.

Considérant que, conformément à l'article L5211-18 du Code Général des Collectivités Territoriales et à la loi n°2004-809 du 13 août 2004, les collectivités adhérentes doivent entériner ce transfert de compétence, cet accord doit être formalisé par délibération du Conseil Municipal.

M. le Maire.- Merci, Monsieur PERNEY. Il s'agit d'éléments statutaires.

S'il n'y a pas de question sur cette délibération, nous passons au vote.

(Approuvée à l'unanimité.)

6 – Délibération n° 2023-052 Avenant n° 3 à la convention constitutive de groupement de commandes d'achat d'électricité

M. FABRE.- L'avenant n° 3 est simplement destiné à intégrer le Conseil départemental du Var au groupement de commandes d'achat d'électricité.

Ce document, qui annule et remplace la précédente convention, destiné à définir les modalités de fonctionnement du groupement de commandes, prendra effet à compter du prochain accord-cadre.

Il est proposé au Conseil municipal d'autoriser Monsieur le Maire à signer l'avenant n° 3.

M. le Maire.- Merci pour cette synthèse.

S'il n'y a pas de question, nous passons au vote.

(Approuvée à l'unanimité.)

7 – Délibération n° 2023-053 Autorisation donnée à Monsieur le Maire de signer la charte d'engagement « Sud zéro déchet plastique » en partenariat avec la Région Sud

M. le Maire.- Je tiens à dire que le Clean-up Day a été annulé en raison de la météo qui n'était pas très favorable. Finalement, il n'a pas plu, mais de toute façon, ce n'était pas propice. Nous reprogrammerons donc cette journée au cours de l'automne afin de pouvoir tout de même la faire à l'échelle de la commune du Val.

Madame Colette LAIRE, je vous laisse la parole pour cette délibération.

Mme LAIRE.- Merci, Monsieur le Maire.

Le samedi 15 avril 2023, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur a organisé une opération de nettoyage de grande ampleur sur l'ensemble du territoire régional. Cette opération « Nettoyons le Sud » relève du Plan climat régional pour la préservation du patrimoine naturel, des montagnes à la mer. En effet, mettez un peu d'eau colorée, et vous la retrouverez dans la Méditerranée avec les papiers.

La commune du Val a répondu présente en participant activement à cette opération. Avec 200 communes mobilisées et 10 000 citoyens participants, plus de 50 tonnes de déchets ont pu être récoltées.

Grâce à cet engagement, la collectivité a contribué à la réduction des pressions et pollutions sur les milieux naturels, notamment causées par les dépôts sauvages et les plastiques.

Pour aller plus loin, la Région a mis à la disposition des acteurs du territoire régional une Charte « Sud zéro déchet plastique », animée par les services de la Région et l'Agence Régionale pour la Biodiversité et de l'Environnement, qui permet aux signataires de disposer de ressources et de solutions pour mettre en œuvre un plan d'action efficace.

Comme l'ont déjà fait 306 acteurs en région, au-delà de la journée « Nettoyons le Sud » du 15 avril 2023, la commune du Val souhaite s'engager aux côtés de la Région Sud à réduire les déchets plastiques et à contribuer au bien-être et à la santé des populations par le respect des prescriptions de la charte d'engagement « Sud zéro déchet plastique ».

Nous espérons que dorénavant, les poissons n'auront pas trop de plastique autour de leur corps ou dans la bouche.

M. le Maire. - Je te trouve très optimiste, Colette ! En tout cas, c'est un engagement et une volonté à l'échelle communale. De plus, nous avons nos truites !

S'il n'y a pas de question sur cette charte, nous passons au vote.

(Approuvée à l'unanimité.)

8 – Délibération n° 2023-054 Accord de principe sur la mise en œuvre du fonds de financement de la prévention des risques naturels majeurs (FPRNM) dit « Fonds Barnier » suite aux inondations du 4 octobre 2021

M. le Maire. - Avant de donner la parole à Monsieur Michel MAUREL, je tiens à préciser qu'il ne s'est pas rien passé depuis le 4 octobre 2021. Cette délibération est l'aboutissement d'un gros travail avec les habitants, de visite de terrain, de modélisation numérique avec le SMA et les différents bureaux d'études qui ont été mandatés, ainsi qu'un travail en lien avec le CCAS, Corinne et Michel ayant rencontré l'ensemble des propriétaires et fait les évaluations des maisons avec les Domaines de l'État.

C'est vraiment un gros travail, qui n'est pas encore achevé, mais ceci est une étape clé qui permet d'enclencher l'engagement de la commune du Val pour aller plus loin, à savoir transférer les dossiers et enfin aboutir à l'analyse des services de l'État.

À ce titre, je tiens à remercier ces derniers pour leur accompagnement bienveillant, mais également à partager une forme de surprise quant à la façon dont cela est fait. En effet, ce n'est pas la première fois qu'il y a des inondations en France, mais on s'aperçoit qu'il n'existe pas de méthode type. L'État est donc en train de construire une méthode de travail sur l'expérience du Val. Je suis assez surpris, mais cela se met en place ainsi. Je pense que l'on prend conscience du fait que de plus en plus de phénomènes importants se produiront, avec de plus en plus d'éléments à gérer. Je n'ai donc pas de regret à ce que l'on puisse délocaliser les maisons qui posent le plus de problèmes afin de mettre les personnes en protection et d'éviter d'avoir à gérer ces situations très complexes. Pour rappel, la commune a mis au moins six mois pour se remettre à fonctionner normalement après les inondations. Cela impacte donc lourdement, sans compter l'aspect financier que cela engendre par la suite.

Monsieur MAUREL, la parole est à vous.

M. MAUREL. - Merci, Monsieur le Maire.

Comme Monsieur le Maire l'a déjà expliqué, il s'agit d'un long processus qui a démarré au lendemain du 4 octobre 2021. Cela a été un épisode dramatique qui l'aurait été encore davantage s'il s'était produit la nuit.

Derrière tout cela, le problème est de savoir ce que l'on fait des biens qui se trouvent tout au long de la Ribeirotte, qui est à l'origine du problème.

Des études ont été menées. Le Syndicat Mixte de l'Argens a été mandaté par la commune pour nous accompagner sur tous les aspects techniques. Les services de l'État sont là également pour nous accompagner dans la procédure « fonds Barnier » et, à la fin, ce sont eux qui décideront qui est concerné et qui ne l'est pas.

À ce jour, nous avons travaillé sur une trentaine de dossiers, chacun représentant un foyer, essentiellement sur Sainte-Catherine, la Ribeirotte et Laval, ainsi que quelques biens qui se trouvent en aval de la Ribeirotte.

Aujourd'hui, environ une dizaine de biens répondent aux critères définissant ceux qui seront concernés et sont donc potentiellement éligibles au fonds Barnier. Je dis bien « potentiellement », car lorsque nous les présenterons, étant donné qu'ils rentrent dans les critères, les services de l'État accepteront de les instruire et, à la fin, ils nous diront « oui » ou « non ». Cela peut poser un certain nombre de problèmes, auxquels nous serons tous confrontés, à savoir que telle maison sera acceptée et que celle d'à côté ne le sera pas. Certes, on est capable de donner des raisons, mais il n'est pas certain que les personnes vivant dans la maison les accepteront.

M. le Maire. - Effectivement, c'est compliqué. Il faut bien préciser que cela relève de l'État, et nous essayons également de pousser pour qu'il y ait une réflexion zonale, afin qu'une maison qui serait à la charnière pour certains critères puisse être rattachée par principe zonal.

M. MAUREL. - Nous poussons dans ce sens, mais il n'est pas dit que l'État accepte de nous suivre là-dessus. Pour l'instant, il nous a suivi sur un seul dossier. Par exemple, une maison avec n'est pas considérée à risque comme une maison sans étage, parce que l'on estime que vous pouvez vous réfugier à l'étage si l'eau monte lors d'un épisode pluvieux. Une maison était concernée et, pour l'instant, ils ont accepté d'instruire son dossier, alors qu'ils ne le voulaient pas au départ.

Aujourd'hui, nous faisons une délibération simplement pour donner l'autorisation à Monsieur le Maire de lancer officiellement le fonds Barnier. Une fois que nous aurons reçu la réponse sur tous les dossiers, chacun d'entre eux fera l'objet d'une délibération à part. Le fonds Barnier permettra de débloquer des fonds pour démolir la maison et avant tout pour la racheter. Or c'est la commune qui la rachètera en premier lieu, sauf si nous trouvons un artifice avec un établissement foncier qui ferait l'avance pour nous et qui récupérerait donc le montant du fonds Barnier, mais à ce jour, c'est la commune qui se met en avant. C'est la raison pour laquelle nous passons une délibération pour donner l'autorisation à Monsieur le Maire d'engager le fonds Barnier et affirmer que nous avons des éléments dans notre budget nous permettant de le faire, jusqu'au moment où nous ne le pourrons plus.

M. LEFEVRE. - En l'occurrence, il s'agit de cas extrêmes, mais le fonds Barnier participera-t-il à la mise en sécurité des autres maisons ?

M. MAUREL. - Ce sera une deuxième phase. Lorsque la première sera terminée, des aides seront accordées pour mettre des batardeaux ou des choses comme cela.

M. le Maire. - Ce dispositif s'appelle « À l'abri ». Il s'agit d'un financement à hauteur de 80 %, jusqu'à présent, mais il faudra voir le pourcentage que l'État garantira quand nous serons dans cette phase. Cela concerne toutes les parties des maisons qui sont jugées vulnérables mais dont la vie des personnes n'est pas immédiatement engagée. C'est la raison pour laquelle il a fallu faire les levées les jours qui ont suivi les inondations pour consolider notre modèle numérique de ces dernières, afin de vérifier, en fonction de cela, les vitesses du courant qui peut potentiellement porter les personnes et les hauteurs

d'eau. Ces deux critères permettent justement de basculer : soit on est éligible au fonds Barnier, avec rachat de maison, démolition, et les personnes se reconstruisent ailleurs ; soit la maison reste, mais on la met en protection.

De plus, vous comprenez qu'il faut aller visiter les maisons individuellement pour vérifier le niveau de vulnérabilité sur le terrain, et ce travail a pris énormément de temps pour arriver à un critère. Pendant ce temps, l'État a construit un logigramme permettant de rentrer chaque cas et de voir son niveau d'éligibilité.

M. MAUREL.- Nous avons environ une dizaine de dossiers éligibles, et tous ces biens ont été évalués par les services des Domaines de l'État. En moyenne, le coût des maisons se situe entre 250 000 € et 300 000 €. On peut donc facilement arriver à 3 M€ pour une dizaine de dossiers.

Mme BRENGUIER.- Les projets doivent-ils se faire de manière simultanée, ou peut-on les échelonner ?

M. MAUREL.- La décision sera globale et individuelle pour les dossiers qui auront été retenus. Ensuite, ce sera terminé. On ne reviendra pas au coup par coup sur l'un qui aurait été oublié.

M. le Maire.- Nous avons fait instruire un peu plus d'une trentaine de dossiers. Nous avons pris très large pour éviter des oublis. En revanche, la répercussion est d'ordre comptable, puisqu'il faut faire l'avance sur de l'argent de l'État et, à ce moment-là, il faudra bien jongler.

Mme RINAUDO.- Au lieu d'avancer, ne peut-on pas emprunter ?

M. le Maire.- L'idée serait d'éviter d'avoir à payer des intérêts, car nous ne devons rien dans cette affaire. C'est une compétence de l'État et, une fois de plus, il se repose sur les collectivités en les laissant se débrouiller. Quand on est une grosse collectivité, cela peut aller, mais quand on est une petite comme la nôtre, cela grèvera même le programme de travaux et d'investissement de l'année où cela tombera. Même si l'on sait que ce sera un jeu comptable, le problème est que nous devons voter le budget à l'équilibre. On peut éventuellement y faire une modification pour intégrer cet artifice comptable, mais il faudra le faire pendant quelques mois.

Néanmoins, il existe d'autres solutions, notamment avec des établissements publics fonciers qui peuvent faire le portage. Nous aimerions bien pouvoir conventionner avec eux afin que la commune n'ait pas à supporter le coût financier, ni des intérêts.

Mme RINAUDO.- Sur combien de temps faut-il avancer ?

M. MAUREL.- Cela dépendra de la célérité de l'État à rembourser.

M. le Maire.- Au départ, il nous avait été dit que l'on pourrait faire une chose la même journée. Après en avoir rediscuté plus tard, on m'a parlé de mois. Nous n'avons visiblement pas la même notion du temps. Même sur plusieurs mois, il faut bien faire tourner la mairie. Cela peut être des mois ou des années. Avec l'État, je me méfie. Pour rappel, la compensation de la taxe d'habitation était à l'euro près, alors que nous sommes à 100 000 € de perte !

Dans le cas présent, nous avancerons, et si nous pouvions avoir un organe externe tel qu'un établissement public foncier pour faire le portage sur du long terme, ce serait beaucoup mieux. En tout cas, l'objectif premier est que les gens puissent avoir une somme d'argent pour se reconstruire derrière. Il s'agit de vies, de personnes et de familles, sans compter l'attachement sentimental.

M. MAUREL.- De toute manière, ce sera lourd à gérer.

Mme RINAUDO.- Si ces personnes qui se relogeraient sont attachées au territoire, peuvent-elles rester sur la même commune, ou peu importe ?

M. le Maire.- Ils ont une somme d'argent et peuvent en faire ce qu'ils veulent.

En tant que Conseil municipal, nous pouvons être fiers d'avoir engagé cette procédure, sachant qu'elle ne l'a jamais été, ce qui fait que nous nous retrouvons dans cette situation à chaque épisode pluvieux important. Nous avons pris une responsabilité, mais elle est très compliquée à gérer. C'est un gros dossier épineux, et rien n'est fait pour le faciliter, mais il faut le faire. On voit qu'à la Roya, ce n'est toujours pas terminé. Ce dossier a une autre dimension, mais le fait qu'il soit toujours en cours fait tout de même réfléchir.

Or derrière, nous avons des personnes et des familles qui sont revenues vivre et qui subissent une grosse situation de stress. Nous arrivons dans un nouvel automne et savons que nous aurons à nouveau des précipitations. Nous avons eu des averses assez intenses, et je pense que la mémoire de ce qu'ils ont vécu revient. Pour ma part, je ne dors pas bien, car je me demande si cela recommencera. On ne peut pas jouer avec ça, et il faut donc prendre nos responsabilités, tout en limitant l'impact au maximum, car cela peut mettre l'action communale en arrêt pendant un certain temps. Une autre solution serait de faire un emprunt, mais nous devrions encore en supporter le coût.

Nous travaillerons donc dans ce sens. C'est la raison pour laquelle nous avons besoin d'avancer et de montrer à l'État que nous sommes prêts. Nous avons levé tous les verrous administratifs et enclenchons la machine. Ensuite, sur le temps de l'instruction, nous travaillerons à trouver des solutions financières.

Mme RINAUDO.- Une chose est sûre : les familles nous sont très reconnaissantes, avec Michel. Les gens savent que nous avons vraiment mis les bouchées doubles, que nous les avons accompagnés et que nous ne les avons jamais lâchés. Pas plus tard qu'aujourd'hui, j'ai encore reçu des appels, car ils s'inquiètent, notamment à cause de la pluie. Ils sont assez compréhensifs. Ils savent que nous avançons et que nous les accompagnons, mais que nous sommes tributaires de l'État. Nous ne pouvons pas faire autrement.

(Intervention hors micro.)

M. le Maire.- Après, ils auront la liberté de choisir. Au-delà des complexités pour la collectivité, la beauté de ce dispositif est qu'ils ont tout de même un fonds d'argent conséquent. De plus, le bien n'est pas grevé, puisqu'il est estimé comme s'il n'était pas inondable, avec même une bonification.

M. MAUREL.- Il faut tout de même ajouter que, certes, la valeur du bien a été estimée comme s'il n'y avait pas eu de dégâts, mais en réalité, cela comprend deux processus. En l'occurrence, l'examen porte sur la dangerosité. En cas de dégâts, si l'estimation de l'assurance est 50 % au-dessus de la valeur du bien, vous passez directement au fonds Barnier, mais vous êtes plafonné à 240 000 €. Sans cela, on examine la dangerosité du bien.

M. le Maire.- Cela fait prendre plus de temps, mais si l'on est vraiment en dangerosité, le bien est évalué de manière plus élevée, à sa vraie valeur. Ceci est la mécanique de la loi, et nous n'y sommes pour rien. Il a fallu l'expliquer, puis taper du poing sur la table avec l'État pour accélérer le dossier, parce qu'à un moment, cela s'endormait. Or nous nous étions engagés à ce que tout soit déposé avant la fin de cette année pour être en instruction.

M. MAUREL.- Sur ce point, il faut particulièrement remercier le SMA, car sans eux, nous n'aurions pas pu le faire.

M. le Maire.- Je précise que le Syndicat Mixte de l'Argens regroupe toutes les communes situées dans le bassin versant de l'Argens et gère les eaux, qu'il y en ait trop ou pas suffisamment.

S'il n'y a pas d'autre question, il vous est proposé d'autoriser Monsieur le Maire à faire appel au FPRNM (fonds Barnier) et à engager la procédure d'acquisition amiable des biens présentant des risques majeurs d'inondation et pour lesquels l'État a donné son accord.

(Approuvée à l'unanimité.)

ENFANCE

9 – Délibération n° 2023-055 Modification du règlement intérieur des temps périscolaires et extrascolaires à compter du l'année 2023/2024

Mme LAIRE.- Le règlement intérieur des temps périscolaires et extrascolaires a été modifié à deux reprises en 2022. Un premier changement a eu lieu en date du 8 avril 2022 par la délibération n° 2022/029 (changements horaires de l'école élémentaire) et un second par la délibération n° 2022/069 du 8 juillet 2022 (changement de tarifs, assouplissement du délai de réservation et rendez-vous familles-enfant en situation de handicap).

Il doit à nouveau être modifié pour une application à compter de la rentrée scolaire 2023/2024 du fait de la mise en place d'un nouveau module « Quota » du logiciel 3DOuest. Ce dernier permet le paramétrage des quotas de places disponibles selon les temps périscolaires et selon les tranches d'âges, le but étant d'avoir une meilleure organisation sur le plan humain (nombre d'agents à mobiliser, respect de la législation relative aux ACM) et sur le plan financier en ajustant au plus près les quantités de repas et de goûters à fournir.

La mise en place de ce module supprime donc le mode « abonnement » aux différentes prestations afin d'assurer une équité entre toutes les familles – l'ancien n'était pas toujours très bon.

Il est donc demandé au Conseil municipal d'adopter le présent règlement intérieur modifié ci-annexé.

M. le Maire.- Auparavant, les gens payaient un abonnement, mais ils n'apportaient pas toujours les enfants.

Mme BRENGUIER.- N'existe-t-il pas un planning sur lequel on s'inscrit à l'avance sur Internet ?

M. le Maire.- C'est justement ce qui est mis en place. Jusqu'à présent, c'était un simple abonnement, et les gens préinscrivaient l'enfant, mais ils ne prévenaient pas lorsqu'ils ne l'apportaient pas. Ils pouvaient l'inscrire pour trois jours, du lundi au mercredi, mais selon les abonnements, ils changeaient en cours de route et, de ce fait, nous avions des problèmes de repas en trop.

Ici, l'idée est de mettre le quota au plus près. Au lieu d'avoir un abonnement, ils voient leur planning.

Mme LAIRE.- Ils s'inscrivent dans la journée sur le créneau périscolaire du matin ou du soir.

M. le Maire.- Au moins, ils cocheront au fur et à mesure ce dont ils ont besoin, et ils peuvent décocher suffisamment en avance afin de permettre d'adapter au mieux. Cela simplifiera énormément.

Mme LAIRE.- C'est indispensable.

M. le Maire.- Par ailleurs, peut-être avez-vous eu des retours concernant une certaine insatisfaction, que j'entends et comprends totalement, sur la garderie et le centre aéré, car nous n'avons pas suffisamment de places. Aujourd'hui, on constate une forte augmentation des demandes non satisfaites, et quand on regarde la configuration des familles, on voit que ces dernières travaillent. La bonne nouvelle est qu'il y a plus de travail sur le territoire, mais l'autre problématique est que nous qui nous occupons de la garderie avons un problème par rapport à cela.

Nous avons donc étudié d'autres possibilités, à savoir de revoir la tarification ou d'augmenter le nombre d'agents pour accueillir les enfants, mais cela a un coût. Il fallait donc revoir la tarification, mais nous sommes contraints par les tarifs de la CAF.

J'ai donc rencontré une structure récemment, et nous sommes en train de mener un projet que je souhaiterais présenter à la commission Enfance prochainement. Il s'agirait d'avoir une autre structure complémentaire au centre de loisirs, qui fait périscolaire et extrascolaire, sur le thème du sport. elle pourrait accueillir 25 ou 30 enfants, et cela viendrait en complément de l'activité municipale, sur une autre tarification qui n'est pas réglementée par la CAF, ce qui est important, car autrement, il faut trouver des solutions. Il y aurait du sport en plein air, tel que du tir à l'arc, de l'escalade, du kayak à la belle saison, etc. Je trouve que c'est vraiment intéressant, car cela nous permet d'augmenter la capacité.

Nous en avons également discuté avec les associations sportives, notamment avec le foot qui est vraiment en train de monter en puissance et propose des stages pendant les vacances. Cela permet également d'assouplir un peu la tension existante sur les demandes du centre de loisirs.

C'est une grosse diversification, et l'idée est donc de faire une délégation de service public sur le thème du sport pour les centres de loisirs et chaque mercredi, sachant que la grosse tension ne porte pas sur la garderie du matin ou du soir, mais sur le mercredi et le centre aéré. À ce moment-là, on aurait deux possibilités : le centre de loisirs, avec le sport, et surtout un beau projet autour d'activités sportives, à l'extérieur le matin, et l'après-midi plutôt avec des sports collectifs autour d'un stade ou de différents éléments.

Avez-vous des questions par rapport à cela ?

Mme BRENGUIER. - Dans cette gestion, il faut faire très attention aux fratries. J'ai eu de nombreux retours de gens qui, sur trois enfants, avaient deux enfants gardés, le troisième ne l'étant pas, alors qu'ils travaillaient. Cela revient donc au même. Autant ne pas prendre les enfants du tout.

M. le Maire. - Le problème est que des normes sont imposées. L'Éducation Nationale a les siennes, et nous, en tant que commune, en avons d'autres, que ce soit sur le nombre d'encadrants, les toilettes, etc. Nous pouvons donc arriver à en prendre pour dépanner, mais c'est compliqué.

Mme BRENGUIER. - D'autre part, je trouve que le principe selon lequel il faut être le premier à se connecter pour avoir des places est dégradant.

M. le Maire. - Toutes les communes font ainsi. Une autre possibilité est le tirage au sort. Si tu as 50 places et 80 demandes, comment choisis-tu ?

Mme BRENGUIER. - Nous sommes une agglomération, et les communes alentour doivent être solidaires pour que chacun puisse trouver des places.

M. le Maire. - Le problème est que toutes les communes sont sous tension.

Mme BRENGUIER. - Les parents paient tous pour le périscolaire. Ce n'est pas un souci.

M. le Maire. - Pour parler vrai, le prix payé est différent de celui d'une personne qui garderait les enfants. Notre tarif est entre 7 € et 18 € la journée, repas compris. Si tu prends une nounou qui te garde ton enfant à la maison, ce n'est pas du tout le même tarif.

Mme BRENGUIER. - Oui, mais ils sont gardés collectivement, avec un éducateur pour peut-être 10 enfants.

M. le Maire. - C'est un éducateur pour six enfants. À l'Éducation Nationale, tu as un enseignant pour une trentaine d'enfants.

Je trouve qu'il est important de le faire, mais ensuite, il faut trouver des solutions. Nous avons des problèmes de tension de fonctionnement et de budget, et il faut arriver à concilier tout cela. Selon moi, cette possibilité consistant à avoir une autre structure qui vient en complément sous commande de la municipalité, sur une tarification qui n'est pas contrainte par la CAF, est la meilleure solution. Si tout va bien, nous pourrions démarrer après les vacances de la Toussaint, ce qui est très rapide.

M. COURDOUAN.- On a évoqué des problèmes par rapport au recrutement du personnel, mais apparemment aussi avec le nombre de toilettes, de robinets, etc. Comment la structure qui accueillera les enfants viendra-t-elle compenser cela, sachant que nous avons toujours le même nombre de robinets ?

M. le Maire.- La question est de savoir où l'on fait le centre aéré. Aujourd'hui, nous avons deux possibilités, qui sont l'école et le centre de loisirs. Afin d'avoir moins de tension, nous avons retenu le fait que, tout au long de l'année, en période scolaire, le centre aéré se fait uniquement à l'école. Ainsi, le centre de loisirs est libre pour les activités associatives ou pour la location, et non pour une activité destinée aux enfants, ce qui est sa vocation première. On pourrait donc très bien dire que pour les problèmes de vacances de la Toussaint, de février ou autre, le centre aéré serait mis à disposition le mercredi pour la partie sportive – de plus, vu l'environnement naturel, cela peut bien s'y prêter –, et la partie Mairie-centre de loisirs reste à l'école. Ensuite, on a la question de l'été. Aujourd'hui, sur les mois d'été, on amène les enfants au centre de loisirs, et on en prend moins, parce qu'il y a moins de toilettes, du fait qu'il nous faut des réducteurs de toilettes pour les tout-petits. À ce moment-là, nous pourrions travailler entre l'école et le centre de loisirs. Ainsi, nous proposerions d'occuper les deux espaces pendant l'été.

S'agissant de la structure qui ferait ce centre sportif, en échange, puisque cela dépanne les familles, elle pourrait également proposer des animations au centre de loisirs, ainsi que des animations sportives auprès de la population pour vraiment avoir une politique du sport à l'échelle de la commune. Nous ne faisons pas cela uniquement en raison des Jeux Olympiques, car nous avons la volonté de le faire durer par la suite.

Mme CAVALLARO.- Les structures qui s'occuperont de cela sont-elles uniques ou plurielles ?

D'autre part, fonctionnent-elles selon un conventionnement avec la Mairie, ou s'agit-il d'une délégation de service public ? Il me semble que c'est différent.

M. le Maire.- Effectivement, ce n'est pas la même chose. Nous sommes en train d'étudier, avec le directeur général des services, l'option la plus appropriée au contexte juridique.

Il s'agit d'une seule structure, avec des personnes accréditées ayant tous leurs diplômes.

Nous sommes en train de tout analyser à ce niveau-là.

Mme CAVALLARO.- S'agit-il d'une structure à créer ou existante ?

M. le Maire.- Elle existe.

Mme CAVALLARO.- Est-ce un club sportif ?

M. le Maire.- Non. C'est une structure qui se développe sur le déploiement d'activités sportives et diversifiées pour les enfants à l'échelle du territoire.

Mme CAVALLARO.- Les familles s'inscrivent auprès de la Mairie, à l'accueil périscolaire, mais comment peuvent-elles savoir qui s'occupera de leurs enfants ?

M. le Maire.- Il y aura deux inscriptions séparées, avec le centre de loisirs d'un côté et le centre sportif de l'autre.

En revanche, certaines activités prévues seront sur le même thème. Par exemple, ils n'iront pas forcément faire du sport après le repas, et l'idée est de les faire travailler sur un projet culturel (la tolérance, la république, etc.) ou d'arts plastiques en même temps. Ainsi, que les enfants aillent dans un centre ou dans l'autre, lorsqu'ils se verront à l'école, ils pourront parler du même projet qu'ils ont vécu ensemble.

Mme CAVALLARO.- La structure étant autonome, ils devront travailler en concertation. Bon courage !

M. le Maire.- Si tu me permets ce petit raccourci, étant donné que l'Éducation Nationale n'est pas au milieu, c'est beaucoup plus simple !

L'idée est de retenir un thème avec la responsable du périscolaire et de travailler en même temps. Ensuite, ils le vivent un peu différemment. En tout cas, je trouve que cela peut être une belle possibilité qui s'offre à nous. Nous y travaillons depuis plusieurs mois, et ils se sont montés. À présent, nous pourrions avancer.

Pour revenir à la modification du règlement, si vous n'avez pas de question particulière sur les quotas, nous passons au vote.

(Approuvée à l'unanimité.)

FINANCES

10 – Délibération n° 2023-056 Admission en non-valeur de recettes irrécouvrables

M. ALBERTI.- Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que des titres de recettes sont régulièrement émis à l'encontre d'usagers pour des sommes dues sur le budget principal de la Ville. Certains titres restent impayés malgré les diverses relances du Trésor Public. Il convient de les admettre en non-valeur.

Monsieur le Trésorier sollicite, pour l'exercice 2023, l'admission en non-valeur des sommes indiquées dans le tableau présenté dans la délibération, étant rappelé que cela n'implique pas l'abandon total de ces créances et que, si des possibilités de recouvrement existaient par la suite, il lui appartiendrait de faire toute diligence pour obtenir leur paiement.

Pour l'ensemble de ces demandes, Monsieur le Trésorier a justifié le motif d'irrécouvrabilité, débiteur par débiteur, et indiqué les poursuites réalisées.

Il existe deux listes de créances irrécouvrables. La première regroupe les créances qui n'ont pu être recouvrées au terme du processus de poursuite, et la seconde regroupe les créances minimales (inférieures à 30 €), inférieures au seuil des poursuites.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu l'instruction budgétaire et comptable M51 ;

Considérant que les dispositions prises lors de l'admission en non-valeur par l'assemblée délibérante ont uniquement pour objet de faire disparaître de la comptabilité la créance irrécouvrable ;

Monsieur le Maire demande au Conseil municipal d'approuver les admissions en non-valeur de créances irrécouvrables pour l'exercice 2023 présentées dans le tableau, étant précisé que les crédits sont inscrits au chapitre 65, concernant les « Autres charges de gestion courante » et affectant le budget de fonctionnement, article 6541 « Créances admises en non-valeur » du budget principal.

Le total s'élève à 685,17 €.

M. le Maire.- Merci, Monsieur ALBERTI.

S'il n'y a pas de question, je vous propose de passer au vote pour admettre en non-valeur les créances communales et inscrire les crédits nécessaires au budget de l'exercice en cours, aux articles et chapitres prévus à cet effet.

(Approuvée à l'unanimité.)

11 – Délibération n° 2023-057 Avenant n° 1 au contrat DSP pour la gestion du service de l'eau potable – Auto-facturation

M. ALBERTI.- Considérant que, par contrat de délégation de service public enregistré en préfecture le 29 mai 2017, la commune du Val a confié la gestion du service d'eau potable à la société Suez Eau France ;

Considérant que Monsieur le conseiller aux décideurs locaux a fait remarquer que Suez reverse sa part « collectivité » des factures d'eau en euros hors taxes pour ensuite demander l'émission d'un titre en euros TTC afin que le règlement de la TVA soit effectif, ce qui est problématique en terme suivi comptable ;

Considérant qu'il est préférable juridiquement de conclure un mandat de facturation par voie d'avenant au contrat de DSP ;

Considérant que, conformément au Code de la commande publique, la conclusion d'un mandat de facturation ne modifie pas substantiellement l'équilibre économique ni le champ d'application du contrat ;

Considérant que cette modification n'a pas d'impact financier sur le contrat et n'entraîne aucune incidence sur le prix de l'eau ;

Monsieur le Maire demande au Conseil municipal d'approuver le principe et les termes de l'avenant n° 1 au contrat de DSP pour la gestion de l'eau potable et de l'autoriser à le signer.

M. le Maire.- S'il n'y a pas de question, nous passons au vote.

(Approuvée à l'unanimité.)

12 – Délibération n° 2023-058 Avenant n° 1 au contrat DSP pour la gestion du service de l'assainissement collectif – Auto-facturation

M. ALBERTI.- Cette délibération est la même que la précédente, mais concerne l'assainissement. Les termes étant identiques, il n'est pas nécessaire de la relire.

M. le Maire.- Je vous demande donc de m'autoriser à signer l'avenant n° 1 au contrat de DSP.

(Approuvée à l'unanimité.)

13 – Délibération n° 2023-059 Opérations d'ordre – Neutralisation des erreurs d'amortissements et de suramortissements

M. ALBERTI.- Nous avons été mis à l'amende, car nous avons mal amorti.

Il est précisé que les communes de plus de 3 500 habitants doivent constater les dépréciations d'actifs dans les amortissements et les comptabiliser.

Dans le cadre de l'ajustement entre l'actif du comptable et l'inventaire de l'ordonnateur, il a été constaté des anomalies concernant un amortissement erroné et quatre fiches inventaires sur-amorties. Il nous est donc demandé de corriger cela.

Cette correction est sans impact sur les résultats des sections de fonctionnement et d'investissement, car elle relève d'une opération d'ordre non budgétaire. Pour le dire simplement, une dépréciation est une constatation comptable, et il n'y a pas de décaissement.

Envoyé en préfecture le 08/11/2023

Reçu en préfecture le 08/11/2023

Publié le

ID : 083-218301430-20231027-2023_066-DE

Nous avons une écriture pour une erreur d'amortissement, pour 251,86 €, ainsi que pour le suramortissement de quatre fiches inventaires, portant sur des sommes un peu plus élevées (1 389 €, 660 €, 86,65 € et 168,07 €).

Considérant que la correction d'erreurs sur exercices antérieurs doit être neutre sur le résultat de l'exercice et que, pour assurer la neutralité de ces corrections, il est désormais obligatoire de corriger les erreurs d'exercices antérieurs par opération d'ordre non budgétaire par prélèvement au compte 1068 ;

Considérant que ces opérations sont neutres budgétairement pour la collectivité et qu'elles n'auront aucun impact sur le résultat de fonctionnement et d'investissement de l'exercice en cours ;

Considérant que le comptable a identifié des immobilisations pour lesquelles les amortissements sont erronés et sur-amorties...

M. le Maire. - Merci pour ces précisions, Monsieur ALBERTI. S'il n'y a pas de question, nous passons au vote.

(Approuvée à l'unanimité.)

14 – Délibération n° 2023-060 Avenant au contrat de cession du droit au bail commercial du local de la boucherie

M. MAUREL. - Il s'agit simplement d'une erreur matérielle qui s'est glissée dans le contrat de cession lors de la précédente délibération. En effet, le montant en chiffres et celui en lettres n'étaient pas exactement identiques. Étant donné que le montant en chiffres a servi à la transaction, nous n'y reviendrons pas, et nous avons aligné le montant en lettres.

Il faut savoir qu'en droit, quand les montants en lettres et en chiffres sont différents, le montant en lettres prévaut, mais dans le cas présent, toutes les transactions ayant été faites avec le montant en chiffres et que personne n'a envie d'y revenir, nous avons fait coïncider le montant en lettres.

Le but de cette délibération est simplement de fournir un document juste au Trésor Public, qui nous le réclame instamment. Il s'agit donc d'autoriser Monsieur le Maire à signer à nouveau l'avenant au contrat de cession du bail de la boucherie.

M. le Maire. - Je précise que le montant de la cession est fixé à 4 099,30 € hors taxes, soit 4 919,16 € TTC.

M. MAUREL. - Ceci ne change pas.

M. le Maire. - S'il n'y a pas de question, nous passons au vote.

(Approuvée à l'unanimité.)

RESSOURCES HUMAINES

15 – Délibération n° 2023-061 Refonte du régime indemnitaire (RIFSEEP, ISMF, IAT)

M. ALBERTI. - Le « Régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel » (RIFSEEP) a été créé par le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014. Il a vocation à se substituer aux primes précédentes de même nature, notamment l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires (IFTS) et l'indemnité d'administration et de technicité (IAT).

Le RIFSEEP se compose d'une part obligatoire avec l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE) liée au poste de l'agent et à son expérience professionnelle, versée mensuellement, ainsi que d'une part facultative avec le complément indemnitaire annuel (CIA) lié à l'engagement professionnel et à la manière de servir de l'agent. Ce complément est facultatif et peut varier d'une année sur l'autre. Il est versé une fois par an, au mois de novembre.

Le RIFSEEP a été mis en place dans la collectivité par délibération n° 2017-118 du 27 juin 2017 pour les cadres d'emplois suivants : Attachés, Rédacteurs, Adjointes administratifs, ATSEM, Adjointes d'animation, Adjointes du patrimoine.

Il a ensuite été progressivement étendu aux cadres d'emplois techniques : Ingénieurs, Techniciens, Agents de maîtrise et Adjointes techniques.

Deux délibérations ont modifié certaines dispositions : l'une de décembre 2020, et l'autre du 24 septembre 2021 qui a étendu le bénéfice du RIFSEEP aux contractuels de droit public.

Il convient de préciser que le RIFSEEP ne s'adapte pas au cas particulier des policiers municipaux et des gardes champêtres, lesquels ont un statut à part.

La présente délibération se propose :

- 1- D'abroger toutes les délibérations précédemment citées et de les fondre dans une délibération unique, exhaustive et actualisée ;
- 2- Par la même occasion, il est proposé de modifier les groupes de fonctions applicables aux cadres d'emplois de catégorie C, qui ne sont pas assez discriminants et ne correspondent pas à l'organigramme de la collectivité ;
- 3- De même, il est encore proposé de réévaluer les plafonds maximums annuels applicables au CIA pour permettre de mieux valoriser l'engagement professionnel de certains agents ;
- 4- Enfin, il est proposé pour les policiers municipaux et les gardes champêtres :
 - D'introduire une modulation du taux de l'ISMF, déterminé en fonction de la manière de servir, du niveau d'expertise et de l'ancienneté dans l'emploi, dans la limite précédemment fixée de 20 % du traitement brut mensuel ;
 - Que le coefficient multiplicateur de l'IAT soit modulé dans les mêmes conditions que l'ISMF, avec un coefficient maximal de 8.

M. le Maire.- Cette délibération est purement d'ordre administratif. Ces questions relèvent de la compétence du Conseil municipal, puisqu'il est souverain.

Pour information, tous ces éléments ont été vus lors de la réunion avec les élus représentant le personnel, que nous avons reçus la semaine dernière. Ils ont travaillé eux-mêmes sur ces éléments, puis ils les ont fait remonter. Lors de la réunion, nous avons reçu l'avis favorable du Comité Social Territorial, qui remplace l'ancien Comité Technique, regroupant des agents représentant les différents services. Nous le leur avons présenté, et cela a été validé. Il s'agit de faciliter un peu l'administration, surtout pour notre DGS et le service RH.

En ce qui concerne l'augmentation du plafond du CIA, il s'agit de compenser la prime de fin d'année que nous n'avons plus le droit de pratiquer. Nous avons trouvé un dispositif permettant de la maintenir. Nous étions bloqués, puisque tout le monde était un peu au taquet. Or si l'on veut faire varier cette prime en fonction de l'intéressement au travail, etc., il faut pouvoir se donner certaines marges dans un sens et de la valeur dans l'autre sens, en fonction de l'engagement de l'agent.

M. ALBERTI.- Vous avez un ensemble de tableaux vous permettant de valider tout cela.

M. le Maire.- Cela comprend le plafond des primes, qui sont toutes inscrites dans les documents que vous avez en annexe.

M. ALBERTI.- L'élément intéressant est que dans ce régime, le CIA permet de valoriser et de mieux rémunérer des personnes assidues et ayant un engagement sans faille.

M. le Maire.- Pour entrer dans le détail, nous étions bloqués par les plafonds du fait que notre configuration de cadre d'emplois (catégories A, B et C) ne correspond pas à la strate des grandes communes nationales, où l'on a une répartition de A, de B et de C. Nous avons une répartition en pyramide, avec beaucoup de C, un B et un A, ce qui est le concept de toutes les petites communes de notre strate. Ainsi, il ne peut pas y avoir de distinction, et on ne peut pas ouvrir de poste au B, puisqu'il n'existe pas. Forcément, la progression n'est donc pas la même que dans la commune de Nice, par exemple, qui compte plusieurs milliers d'employés. C'est raison pour laquelle nous sommes obligés d'adapter nos catégories C, afin de pouvoir corriger ce biais qui est prévu pour les grandes communes, mais pas pour les petites.

Avez-vous des questions ?

M. MAUREL. - Je voudrais en profiter pour saluer le travail de notre DGS, Monsieur LE ROUX, sur cette partie, car je ne crains pas de dire qu'il y a eu quelques années d'errance dans la gestion du personnel, et un gros travail a été nécessaire pour rétablir tout cela.

M. le Maire.- Effectivement, nous le lui avons demandé. Nous avons commencé à corriger les nombreuses erreurs au niveau des arrêtés. Nous avons pris plusieurs délibérations pour mettre en ordre et, à présent, l'idée est de faire une refonte globale pour avoir une seule délibération permettant de cadrer la vie de la collectivité avec le personnel.

S'il n'y a pas de question, nous passons au vote.

(Approuvée à l'unanimité.)

16 – Délibération n° 2023-062 Suppression de postes et mise à jour du tableau des effectifs

M. ALBERTI.- Nous passons régulièrement cette délibération pour des créations, mais en l'occurrence, il s'agit d'une suppression massive de postes. Néanmoins, cela n'implique pas une réduction des effectifs.

Vu les différents décrets, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par leur organe délibérant. Il leur appartient donc de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services dans le respect des dispositions de la loi précitée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

Il est indispensable de mettre à jour ce tableau des effectifs en cas de création, de suppression ou de modification de la durée hebdomadaire de service.

Il appartient à l'organe délibérant, conformément aux dispositions légales énoncées ci-dessus, de déterminer par délibération, d'établir et de modifier le tableau des effectifs de sa collectivité ou de son établissement.

Monsieur le Maire expose à l'assemblée que le tableau des effectifs doit être modifié, considérant la nécessité de supprimer neuf postes non pourvus au sein de la collectivité, dû à des départs en retraite, mutations, ruptures conventionnelles ou disponibilités.

M. le Maire.- Merci, Monsieur ALBERTI. S'il n'y a pas de question, nous passons au vote.

(Approuvée à l'unanimité.)

URBANISME

17 – Délibération n° 2023-063 Délibération arrêtant le projet de règlement local de publicité (RLP) et tirant le bilan de la concertation

M. LEFEVRE.- Le 16 octobre 2020, le Conseil municipal avait voté l'élaboration d'un règlement local de publicité (RLP), dont le but est :

- D'améliorer le cadre de vie et la qualité des paysages de la commune en limitant et en réglementant les implantations de dispositifs publicitaires, enseignes et pré-enseignes, mais aussi favoriser leur harmonie et leur cohérence ;
- De préserver l'image du territoire en tenant compte du patrimoine bâti et naturel, notamment le centre historique de la commune, par une réflexion sur la place des enseignes ;
- De protéger les entrées/sorties dans le village, première image du territoire, et l'ensemble des axes structurants, notamment en matière de publicité et pré-enseignes.

Après avoir organisé des réunions publiques et mis à disposition un registre dans lequel les gens pouvaient apporter leurs observations, par cette délibération, le Conseil municipal doit se prononcer pour :

- décider de tirer le bilan de la concertation organisée pendant la période d'élaboration du projet de RPL, et ce jusqu'à son arrêt par l'assemblée délibérante ;
- arrêter le projet de règlement local de publicité du Val conformément au dossier joint, qui a déjà été présenté ;
- autoriser Monsieur le Maire à prendre tous les actes nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Conformément aux dispositions des Codes de l'urbanisme et de l'environnement, ce projet sera notifié pour avis à la Commission départementale compétente en matière de nature, de paysages et de sites, ainsi qu'aux personnes publiques associées.

La présente délibération fera l'objet d'un affichage en Mairie durant un mois.

M. le Maire.- Merci, Monsieur LEFEVRE. Pour rappel, cette délibération nous permet d'être autorisé en termes de police de publicité. Il faut savoir qu'aujourd'hui, il s'agit d'une compétence de l'État, par le préfet, et qu'à partir du 1^{er} janvier 2024, celle-ci passe directement aux communes. Ainsi, au lieu d'appliquer le règlement départemental, qui ne correspond pas forcément la configuration du Val, l'objectif était d'adapter un règlement permettant la publicité sur la commune. Le but n'est pas de l'interdire, mais de l'encadrer pour éviter les dérives et faire respecter les éléments.

Le règlement proposé pour le Val respecte les règles nationales, puisque l'on ne peut pas aller au-delà, et comprend quelques petites adaptations en fonction de la configuration, notamment sur le centre-village, avec l'intérêt que nous portons à la mise en place des enseignes. Par exemple, il s'agit de la construction d'enseignes en bois par les agents municipaux, comme sur la supérette, que nous proposerons à d'autres commerçants au fur et à mesure, le but étant, non pas de sanctionner, mais d'aller vers une direction.

En arrêtant le RPL dès à présent, l'objectif est d'être prêt pour 2024 et d'avoir un document déjà en phase d'être opérationnel, puisque l'idée est de mener le RPL conjointement avec le PLU dans le cadre de l'enquête publique, ce qui nous permet de faire des économies en ne payant qu'un seul commissaire-enquêteur, d'autant plus que la procédure est identique. Ainsi, nous arrêterons le PLU le mois prochain, puis nous vivrons l'enquête publique en même temps, et à la fin du PLU et du RLP, nous pourrions être opérationnels courant 2024.

M. LEFEVRE.- En revanche, contrairement au PLU, le RLP a un effet rétroactif. Le fait qu'il soit voté ce soir ne signifie pas que les gens ne doivent respecter les règles qu'à partir d'aujourd'hui. Elles s'appliquent dans le passé et, d'ailleurs, nous avons déjà commencé à y travailler au service d'urbanisme. Par exemple, pour la façade de Fred Traiteur, nous avons travaillé avec lui pour qu'il respecte les consignes du RLP, de manière à ce qu'il n'y revienne pas dessus. Autrement, je crois qu'ils ont un délai de deux ans pour se mettre en conformité.

M. le Maire.- L'idée était de les accompagner dès le début afin d'être dans les règles, comme cela s'est fait avec la boulangerie, par exemple.

M. LEFEVRE.- Il faut également leur faire comprendre que la réglementation a un effet rétroactif.

M. le Maire.- S'il n'y a pas de question, nous passons au vote.

(Approuvée à l'unanimité des votants.)

(Abstention : Mme Anastasia BRENGUIER.)

18 – Délibération n° 2023-064 Dénomination des voies

M. LEFEVRE.- J'ai compté environ 25 chemins. Je ne vous en ferai donc pas une liste précise. Il faut savoir qu'ils existent déjà, étant déjà nommés sur le terrain. Il s'agit juste d'officialiser leur existence, puisqu'ils ne figurent pas sur les registres municipaux, étant donné que nous ne les avons pas votés.

M. le Maire.- Pour les habitants, ils existent. Habituellement, quand on nomme un chemin, on reçoit les habitants pour en parler avec eux, mais dans le cas présent, ceux-ci sont déjà nommés. La seule répercussion pour les habitants est qu'un numéro sera attribué, comme la loi nous y oblige.

Par exemple, sur le chemin des Cyprès qui est raccordé à la route de Bras, l'adresse des personnes est le 2130, qui est le point de raccordement, et 20 maisons peuvent être situées à la même adresse. Or cela pose un problème en termes de sécurité, car les pompiers ne savent pas où aller. D'autre part, la livraison des colis peut également poser problème.

La loi nous demande donc de nommer tous les chemins et d'affecter une adresse et un numéro uniques.

Ce soir, l'idée est donc d'officialiser le nom de ces chemins qui existent déjà, ce qui n'a pas de répercussion, puis les habitants recevront leur numérotation, et nous ferons le document pour faciliter le changement d'adresse, car ils devront s'adapter.

C'est une sorte de demi-mesure par rapport au cas où l'on nomme des chemins qui ne figurent pas dans le référentiel existant, ce qui en concerne un ici.

M. LEFEVRE.- Nous l'appellerons le « chemin du Réservoir », même si ce n'est pas très joli. Précédemment, Monsieur le Maire vous a expliqué tout le travail réalisé pour nous prévenir d'un manque d'eau futur. Nous avons un nouveau forage, avec un chemin pour y accéder, et il faut lui donner un nom. Ce sera donc le « chemin du Réservoir », sachant que nous n'avons pas pu l'appeler différemment.

M. le Maire.- Ce chemin est partagé avec la ville de Brignoles, et la personne qui y habite ne reçoit plus de courrier depuis plusieurs mois parce que la Poste ne reconnaît pas cette voie. Nous ne pouvons donc pas la laisser éternellement sans nom. Toutefois, il faut trouver un nom commun avec Brignoles, où le chemin démarre. Étant donné que l'on est dans le quartier de Notre Dame, nous avons imaginé « chemin de Notre Dame », sauf que Brignoles a déjà deux chemins nommés ainsi, ce qui pose problème. Ensuite, puisqu'il y a le forage, nous avons pensé à « chemin du Forage », mais Brignoles en a déjà un. Arrivant à bout d'idées, nous l'avons appelé « chemin du Réservoir », puisque ce dernier s'y trouve. Cela concerne deux ou trois habitations indirectement, mais surtout cette personne qui a des soucis d'adressage.

M. LEFEVRE.- Il est vrai que sur le moment, cela paraît un peu choquant, mais cela s'explique.

M. le Maire.- Nous essayons de trouver des noms cohérents avec le lieu. Cela dit, ce n'est pas si moche que cela.

Avez-vous des questions ?

M. LASSAUQUE.- Je profite de cette délibération pour faire amende honorable sur une petite question que nous avons eue au niveau de l'orthographe correcte des noms des routes. Effectivement, la typographie des noms des routes est régie par des règles spéciales du code postal. À l'exception des odonymes, tels que « rue », allée » ou « boulevard », qui s'écrivent avec une minuscule, tous les éléments composant le nom du chemin prennent une majuscule. Ainsi, « l'allée des Mélias » s'écrit avec un « a » minuscule et un « M » majuscule.

Je m'étais trompé et, après avoir vérifié, je vous apporte cette précision d'une importance fondamentale ! Je vous remercie.

M. le Maire.- Merci, Monsieur LASSAUQUE, pour cette honnêteté intellectuelle !

M. LEFEVRE.- J'ajoute que cela fait suite à la commission du PLU.

M. le Maire.- Avez-vous d'autres questions sur les chemins ou sur le « chemin du Réservoir » ? De plus, cela rappellera la question de l'eau, qui un peu le thème dominant de ce Conseil.

Mme VILAIN.- Cela sera également utile pour les formalités administratives, car les Impôts ne connaissent pas cette adresse : « Vous n'habitez pas là, vous avez déménagé, Madame », alors que je suis toujours au même endroit.

M. le Maire.- C'est la raison pour laquelle nous faisons des attestations et les communiquons au Centre des impôts.

Mme VILAIN.- Ils s'en moquent royalement ! À moins d'un recommandé avec accusé de réception au chef de centre, ce n'est pas traité.

Il en est de même pour les banques, ainsi que pour le téléphone : ils ont toujours refusé la nouvelle adresse.

Par conséquent, maintenant, pour les banques, je mets les deux lignes, avec l'ancienne adresse et la nouvelle.

M. le Maire.- Toutefois, c'est la loi, et nous sommes obligés de le faire. En revanche, en tant que collectivité, nous pouvons nous rapprocher du service des impôts pour faciliter cela. En tant que maire, je veux bien le faire.

Mme VILAIN.- Nous avons reçu des réponses cinglantes.

M. CULINATI.- J'ai fait l'expérience : cela a été la croix et la bannière !

En premier, la voie s'appelait « rue Dréo » et allait jusqu'à la déviation. Une vingtaine d'années en arrière, elle a changé, devenant « l'ancien chemin du Correns », puis elle a à nouveau changé pour devenir « chemin du Correns ». Ensuite, il y a eu l'allée des Mélias. L'administration m'a mis « allée des Mélias » et, en bas, il est indiqué « rue Dréo » !

M. le Maire.- Merci pour ce témoignage !

Avant de voter cette délibération, je ne veux pas vous décourager, mais actuellement, nous avons 150 chemins qui n'existent pas et qu'il faudra créer. Ce sont tous des voies privées. Lorsque des divisions parcellaires ont été réalisées, on a fait des accès, et nous sommes obligés de les nommer, même s'ils sont privés. Ce sera un gros travail d'inventivité, et je compte sur les habitants de ces chemins pour proposer des noms, car ce sera compliqué.

M. MAUREL.- Il faut savoir qu'il existe une base nationale et, en général, il fallait que les communes donnent ces informations pour qu'elle puisse s'enrichir. Le problème est que cela n'a pas été fait correctement, voire pas du tout, mais la loi 3DS obligera bientôt toutes les communes à reprendre cela en main. C'est un gros travail, qui sera très fastidieux, mais nous avons déjà commencé, et c'est ce que nous sommes en train de faire aujourd'hui.

M. le Maire.- Il s'agit de la sécurité, pour le GPS des secours.

M. CULINATI.- Un autre problème est que, deux mois auparavant, j'ai déclaré que j'habitais chez moi avec ma femme et mon enfant, mais depuis, je suis bloqué, car ils me demandent toujours où j'ai déménagé ! Je ne sais plus comment faire.

M. le Maire.- Je vous propose de voter cette délibération, qui aura certaines conséquences quoi qu'il arrive.

(Approuvée à l'unanimité.)

SUBVENTION

19 – Délibération n° 2023-065 Adoption d'un fonds de concours au profit du SYMIELECVAR pour la réalisation de travaux de rénovation de l'éclairage public sous sa maîtrise d'ouvrage

M. FABRE.- La commune a mandaté le SYMIELECVAR pour réaliser des travaux de rénovation de l'éclairage public du lotissement des Machottes (passage en LED).

Le financement des travaux est inscrit au budget 2023 de la commune. Le cout total est estimé à 55 000 € TTC, dont 45 834 € à charge de la commune et 9 166 € financés par le syndicat.

Il est précisé que ces montants sont estimatifs et qu'un état précis des dépenses et recettes sera réalisé par le SYMIELECVAR en fin de chantier, qui servira de base de calcul de la participation définitive de la commune.

Vu l'article L5212-26 du code général des collectivités territoriales ;

Considérant le plan de financement des travaux précisé dans le bon de commande joint à la présente ;

Considérant que le financement des travaux de rénovation de l'éclairage public du lotissement des Machottes est inscrit au budget primitif 2023 de la commune ;

Considérant que le plafond du fonds de concours est limité à 75 % hors taxes du montant de l'opération ;

Considérant que le reliquat (25 %) sera imputé au chapitre 65 du budget principal de la commune ;

Il est demandé au Conseil municipal de décider de prévoir la mise en place d'un fonds de concours avec le SYMIELECVAR d'un montant de 27 500,50 € afin de financer 75 % de l'opération.

M. le Maire.- Merci, Monsieur FABRE. Cette dépense sera imputée au compte 2041 en section d'investissement. Cela permettra donc d'avancer à ce niveau-là.

À ce propos, avec Max, j'ai reçu Enedis qui nous a présenté un logiciel permettant de suivre les consommations de la commune. Depuis les différentes adaptations, nous avons pu faire avec les travaux d'investissement sur la basse consommation et l'éclairage public, il faut savoir que, par rapport à l'année dernière, nous avons une baisse de consommation détectée à ce moment-là d'environ 8 % sur la consommation totale et de 25 % liée à l'éclairage public, ce qui est tout de même assez conséquent, sachant que pour l'éclairage public, tout n'est pas complètement au point, puisqu'il

s'allume parfois. Nous n'arrivons pas bien à affiner la chose, mais nous continuerons à y travailler. En tout cas, c'est un bon résultat.

D'autre part, nous avons demandé une subvention à l'État sur le fonds Vert pour la réfection des bâtiments administratifs (la Mairie et les deux ailes), et elle nous a été accordée. Les travaux pourront donc démarrer l'année prochaine pour l'isolation thermique et la basse consommation énergétique. On nous a accordé le plafond maximum, qui est quasiment de 50 %, et nous devons donc trouver les 30 % restants, mais cela fera l'objet d'une demande que nous ferons lors d'un prochain Conseil. L'idée est d'attaquer les travaux l'année prochaine pour la réhabilitation de la Mairie, après avoir fait l'école et le foyer.

M. LEFEVRE. - Les 8 % dont tu parles intègrent-ils les 25 % ?

M. le Maire. - Oui. Les 8 % concernent la consommation totale, et les 25 %, uniquement l'éclairage.

Par la suite, nous vous proposerons d'autres projets sur une façon de produire notre propre énergie afin de pouvoir déconnecter une partie de la facture d'énergie, pour améliorer notre fonctionnement.

Nous passons au vote.

(Approuvée à l'unanimité.)

M. le Maire. - Avant de clôturer ce Conseil, je me dois de vous donner la liste des décisions prises en vertu de l'article 2122-22 du Code général des collectivités territoriales, pour la période du 26 mai au 22 septembre 2023 :

- Attribution marché public « Travaux de réfection de voiries Lot 2 » à l'entreprise COLAS, sur le chemin de Saint-Marc, devant le tennis ;
- Renouvellement de l'adhésion « FEVIFO » pour l'année 2023, concernant les communes oléicoles ;
- Décision d'ester en justice dossier FACCIOLI, pour constat de dégradation intentionnelle de mobilier public ;
- Attribution marché public « Travaux d'aménagements extérieurs » (chemin piétonnier) à l'entreprise SAS GEM CLOTURES ;
- Renouvellement de l'adhésion « Fondation du patrimoine » pour l'année 2023 ;
- Décision fixant le montant de la redevance d'occupation du domaine public pour le transport et la distribution de l'électricité pour l'année 2023 ;
- Octroi d'une concession d'une case colombarium à la famille GUENOT.

S'il n'y a pas d'autre intervention de votre part, je vous propose de clôturer ce Conseil municipal. Je vous remercie et vous souhaite une bonne soirée.

(La séance est levée à 20 h 49.)

La secrétaire de séance,
Gisèle CONFORTI PERNEY

Le Maire,
Jérémy GUILIANO